



Les jeunes dans l'agribusiness : préparer l'avenir de l'agriculture

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 49

Bruxelles, 18 mai 2017

Le 18 mai 2017, le CTA a organisé le 49e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de Briefings bimestriels sur le développement portant sur des questions agricoles et de développement rural ACP-UE. À cette occasion, près de 150 participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter de la création d'entreprises d'agrobusiness par les jeunes, en examinant les moyens de développer et d'étendre cette activité.

Les jeunes dans l'agribusiness : préparer l'avenir de l'agriculture

Ce Briefing a examiné les tendances et développements récents en matière de création d'entreprises d'agribusiness par les jeunes, et les facteurs clés pour le développement de cette activité (par ex. les TIC, l'incubation, l'accès aux terres). Des entreprises performantes, développées et gérées par des jeunes, ont été présentées pour illustrer le dynamisme des jeunes entrepreneurs. Le Briefing a permis de dégager des enseignements clés pour les parties prenantes – gouvernement, secteur privé, communauté du développement, chercheurs et autres partenaires – qui les aideront à diffuser à plus grande échelle des approches/modèles efficaces d'entrepreneuriat pour les jeunes afin de créer des emplois rémunérateurs et promouvoir la transformation du secteur agricole.

Partenaires du Briefing

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- CONCORD
- Organisation panafricaine des producteurs agricoles (Panafrican Farmers Organisation, PAFO)
- AgriCord

Pour en savoir plus sur les Briefings de Bruxelles sur le développement, visitez

<https://bruxellesbriefings.net>



Isolina Boto



Viwanou Gnassounou



Leonard Mizzi

Isolina Boto, directrice du Bureau du CTA à Bruxelles et coordinatrice des Briefings de Bruxelles, organisés par le CTA, en coopération avec la DG DEVCO de la Commission européenne, le Groupe ACP et Concord, a présenté ce Briefing, le 49e d'une série de Briefings organisés tous les deux mois depuis 2007. Elle a souhaité la bienvenue à l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (*Panafrican Farmers Organisation*, PAFO) et à AgriCord, co-organisateurs de l'événement, avant de souligner la nécessité de soutenir une nouvelle génération d'agriculteurs pour assurer l'avenir du secteur agricole. Le programme du Briefing a été conçu pour faciliter l'échange de bonnes pratiques sur deux approches – l'agriculture intelligente et l'innovation – qui permettent d'attirer et de retenir les jeunes dans l'agriculture et l'agribusiness.

Viwanou Gnassounou, Secrétaire général adjoint du Secrétariat ACP, a inauguré le Briefing en déclarant, dans ses remarques préliminaires, qu'il se réjouissait de la présence d'un grand nombre

de jeunes à l'événement et de leur participation aux discussions. Il a souligné la nécessité de promouvoir l'agribusiness, en ne se limitant pas à l'agriculture, mais en incluant tous les autres services et toutes les autres activités qui intéressent les entrepreneurs et qui inciteront les jeunes à travailler dans le secteur de l'agriculture. Le Secrétaire général adjoint a évoqué à ce propos l'approche récemment adoptée par les pays ACP pour soutenir les chaînes de valeur agricoles. Celle-ci cherche à identifier et à remédier aux lacunes, contraintes et limites qui font obstacle au développement de cette chaîne de valeur en Afrique, de façon à proposer des réponses ciblées en matière de financement, d'intégration des jeunes et des femmes et d'adaptation au changement climatique.

Dans son discours d'ouverture, **Leonard Mizzi, Chef d'unité Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition, EuropeAid (Commission européenne)** a souligné l'importance de ces Briefings, qui permettent de se faire une meilleure idée de l'évolution de la situation



Estelle Gallot



Fatma Ben Rejeb



Michael Hailu

sur le terrain et de donner la parole aux parties prenantes des régions ACP. Il a ajouté que la qualité des relations futures entre l'Afrique et l'UE dépendra des opportunités offertes aux jeunes et a insisté à cet égard sur la nécessité d'identifier et de supprimer les obstacles à la participation économique des jeunes. Les jeunes ont également été un thème clé des travaux du G20, et la Charte de Berlin fournit donc un solide cadre pour l'inclusion des jeunes dans l'agenda plus général du développement. La consultation des jeunes a envoyé des signaux positifs en faveur de l'agribusiness, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois de qualité. Le développement de l'agribusiness exigera toutefois d'importants investissements, notamment dans les technologies et la recherche. La stabilité sociale pourrait être compromise en l'absence de mesures visant à lutter contre les taux élevés de chômage des jeunes. M. Mizzi a terminé son discours en espérant pouvoir relayer les principales conclusions et les messages clés du Briefing lors des Journées européennes du développement, du sommet du G20 et du sommet Afrique-UE, afin de promouvoir un contexte politique favorable aux jeunes.

Estelle Gallot, experte chez AgriCord, a souligné le rôle important des organisations d'agriculteurs dans ce domaine, ainsi que celui du partenariat entre AgriCord, la PAFO et le CTA. AgriCord contribue au renforcement des capacités des organisations

africaines d'agriculteurs, qui sont ainsi mieux armées pour trouver des solutions pour l'emploi des jeunes. Elle a déploré le fait que trop peu d'organisations d'agriculteurs associent les jeunes à leurs activités et déclaré qu'elles doivent y remédier, en se montrant plus inclusives. Il y a lieu de consentir davantage d'efforts pour attirer les jeunes et mettre en place des programmes qui encouragent leur participation en renforçant davantage leurs capacités, en les intégrant dans l'économie agricole et en soutenant les entreprises gérées par des agriculteurs – par exemple les coopératives – qui peuvent créer des emplois directs, dans l'agriculture et en-dehors de ce secteur, pour les jeunes. Il importe également d'assurer la visibilité des success stories de jeunes entrepreneurs, notamment ceux qui utilisent l'innovation et les technologies pour améliorer la productivité et les revenus de leur activité agricole.

Fatma Ben Rejeb, PDG de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (Panafrican Farmers Organisation, PAFO) a souligné la nécessité de mettre en œuvre des approches communes sur tout le continent. Elle a mis en avant la visibilité accrue de l'agribusiness dans les débats – un des objectifs – et les formidables opportunités de partenariat avec d'autres institutions africaines. Mme Ben Rejeb s'est également fait l'écho de la nécessité de relayer les success stories de jeunes agripreneurs, qui ont pour la plupart lancé leur entreprises de leur

propre initiative et en ne ménageant pas leurs efforts. Ces jeunes doivent partager les enseignements tirés de leur expérience avec d'autres jeunes afin de leur faire comprendre ce que cela implique. Dans cette optique, elle a recommandé de documenter les expériences de ces agripreneurs et de partager et diffuser à plus grande échelle les connaissances acquises. Ces efforts doivent aller de pair avec un meilleur suivi afin de promouvoir les investissements et les partenariats au bénéfice des jeunes agripreneurs. Mme Ben Rejeb a également remercié la Commission européenne pour son soutien et pour la priorité donnée à l'agribusiness et aux jeunes, et s'est félicitée de la collaboration avec le CTA et AgriCord. Ces trois institutions ont récemment signé un accord pour soutenir le développement des compétences entrepreneuriales et financières, ainsi que l'agriculture intelligente. Celui-ci prévoit d'utiliser les nouvelles technologies pour soutenir l'amélioration de la production et faciliter l'accès au marché. Selon elle, un problème majeur est celui du manque de rentabilité de l'économie rurale, en particulier de l'agriculture. Elle espère donc que le travail mené conjointement par la PAFO, le CTA et AgriCord contribuera à donner aux jeunes les moyens de s'entraider et de trouver ainsi des solutions susceptibles d'être financées pour le secteur agricole.

Michael Hailu, directeur du CTA, a clôturé cette session d'ouverture en soulignant l'importance, pour le



Betty Wampfler

CTA, du partenariat avec la PAFO et AgriCord et en remerciant le Secrétariat ACP et l'UE pour leur soutien à l'organisation du Briefing. Il a commencé par rappeler aux participants que l'emploi des jeunes est un défi qui concerne l'ensemble de la région ACP, et non pas uniquement l'Afrique, mais aussi que vu l'importance de leurs importations alimentaires, ces régions exportent aussi indirectement des emplois, alors que des emplois pourraient être créés dans le secteur agricole pour en améliorer la productivité. Pour créer des possibilités d'emplois en Afrique, il convient donc de trouver des solutions pour faire du secteur de l'agriculture un secteur d'agribusiness, en misant sur les technologies, l'innovation, le développement des compétences et d'autres approches qui encouragent les investissements du secteur privé. M. Hailu a fait remarquer que la croissance enregistrée par l'Afrique ne s'est pas traduite par la création de nouveaux emplois qui auraient pu assurer l'insertion professionnelle des nombreux jeunes qui entrent sur le marché de l'emploi suite à l'explosion démographique de cette catégorie d'âge sur le continent. De nombreux aspects entrent ici en ligne de compte - formation, renforcement des capacités, développement des infrastructures et investissements - et le rôle des acteurs du développement est donc de promouvoir des politiques favorables à l'emploi des jeunes. L'approche du CTA a été d'intégrer et de faciliter les innovations et de montrer aux jeunes comment les utiliser pour

créer des emplois, notamment par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces approches suscitent déjà un vif intérêt, a ajouté M. Hailu, mais les acteurs doivent encore déterminer comment maximaliser et exploiter judicieusement cette dynamique. Selon le CTA, il s'agira de documenter les modèles efficaces et de contribuer à les diffuser à grande échelle.

Panel 1: La Création d'emplois pour les jeunes dans le secteur de l'agriculture

Le premier panel, dédié à la Création d'emplois pour les jeunes dans le secteur de l'agriculture, était présidé par **Michael Hailu**. Il a examiné la question et le défi de l'emploi des jeunes sous l'angle de la recherche, des politiques et des pratiques, et défini les mesures clés à mettre en œuvre pour soutenir les jeunes dans l'agribusiness.

Betty Wampfler, directrice adjointe, IRC /SupAgro a partagé les conclusions d'études basées sur les données relatives à l'emploi des jeunes. Celles-ci mettent en avant une augmentation du nombre de jeunes des zones rurales entrant sur le marché du travail et une offre d'emplois insuffisante dans les secteurs secondaire et tertiaire. De ce fait, l'agriculture est à présent considérée comme le premier secteur pourvoyeur d'emplois pour

les jeunes. Cette situation soulève une série de questions : quel type d'agriculture, quels secteurs ruraux et quelles politiques pour stimuler cette création d'emplois ? L'ampleur des défis impose une nouvelle vision du développement, qui s'articule autour de trois volets. Le premier consiste à transformer l'agriculture familiale pour qu'elle soit capable d'assurer des fonctions essentielles. Deuxièmement, la transformation agricole, avec l'apport d'une valeur ajoutée, doit être emmenée par les jeunes et des services de soutien doivent donc être offerts pour encourager ce changement. Le troisième volet consiste à renforcer l'engagement politique à créer des mécanismes de soutien et un environnement favorable. En Afrique, au Cambodge et en France, SupAgro a coopéré avec un vaste réseau de partenaires qui ont examiné, ensemble, comment associer les jeunes à la création d'emplois et quel type d'aide leur offrir pour pérenniser ces systèmes. Les résultats de cette recherche conjointe montrent notamment toute la complexité -de la création d'emplois par les jeunes. Cette complexité s'explique par la présence de nombreux aspects à prendre en compte simultanément comme l'accès aux terres et au financement, le développement des compétences et l'intégration sociale. Des études ont mis en avant que la reprise de l'exploitation familiale n'intéresse guère les jeunes. Ceux-ci n'ont souvent pas suffisamment de ressources et de nombreuses familles ne les encouragent pas dans cette voie. Des études portant



Peter Kuria Githinji



Gerald Otim

sur les dispositifs de soutien à la formation ont par ailleurs révélé le succès rencontré par les formations chez les jeunes, mais qu'il est difficile d'exploiter les compétences ainsi acquises dans une exploitation familiale. Des résultats positifs ont toutefois été mis en évidence, surtout en termes de professionnalisation des activités agricoles.

Peter Kuria Githinji, directeur « Business Development and Partnerships » au sein du Réseau d'incubatrices africaines d'entreprises d'agribusiness (African Agribusiness Incubators Network, AAIN) au Ghana, a commencé par faire le point sur les difficultés rencontrées par les jeunes dans le secteur de l'agribusiness. Il a ensuite expliqué comment les incubatrices peuvent aider à promouvoir la capacité d'innovation et l'esprit d'entreprise des jeunes et assurer ainsi l'avenir de l'agriculture. Il a souligné la nécessité de bien comprendre le contexte économique, politique et social au sein duquel opère l'agriculture afin que les solutions mises en place répondent aux besoins sur le terrain et tiennent compte des habitudes des consommateurs. Le processus d'incubation s'efforce de mettre en commun ces connaissances et cette expertise pour offrir un soutien aux entreprises incubées, en particulier au niveau de la chaîne de valeur dans laquelle elles opèrent et leurs secteurs d'activité potentiels. Un aspect clé est ici l'« architecture » de la chaîne de valeur, étant donné que de nombreuses personnes

se lancent dans le secteur de l'agriculture sans avoir la moindre idée de la façon dont fonctionne réellement la chaîne de valeur en termes de demande, de pertes post-récoltes et autres insuffisances. L'AAIN est actuellement actif dans 20 pays même s'il couvre les 54 États africains et a conclu des partenariats avec de nombreuses institutions, parmi lesquelles le CTA, la BAD, la FAO, ainsi qu'avec des gouvernements et des organisations de jeunesse. Il fait en quelque sorte office d'« incubatrice d'incubatrices ». Peter Kuria a expliqué que l'incubation tient compte à la fois l'architecture et l'écosystème de l'agribusiness, et veille ainsi à mettre en place un environnement propice au développement des jeunes entreprises. Il a cité l'exemple du modèle « learn as you earn » qui consiste à encourager la mise en place d'incubatrices au sein d'institutions apprenantes, ou rattachées à celles-ci, afin d'offrir aux jeunes diplômés un environnement susceptible de les aider à développer une entreprise prospère et à créer des emplois. L'incubation doit donner au futur entrepreneur l'accès aux informations, services et structures dont il a besoin – du financement et des technologies aux contacts avec le secteur privé et au mentorat. Ce modèle, et, d'une manière plus générale, l'incubation, recèle un réel potentiel pour le secteur africain de l'agribusiness mais il doit être diffusé à plus grande échelle.

Gerald Otim, fondateur et chef de l'exploitation Ensibuuko en Ouganda,

a expliqué le point de vue des jeunes quant à la façon dont les TIC peuvent être utilisées pour améliorer leur inclusion financière. M. Otim est issu d'une famille d'agriculteurs. Sa mère l'a élevée seule, tout en gérant l'exploitation familiale, et a utilisé les revenus de son activité pour que son fils puisse faire des études universitaires. La population ougandaise est l'une des plus jeunes au monde – 77 % des habitants ont de 15 à 25 ans. Le taux de chômage est de 80 % dans cette tranche d'âge. S'ils avaient plus facilement accès aux services financiers et à des prêts abordables, les jeunes pourraient transformer l'agriculture. Le problème, c'est qu'ils vivent dans des régions situées loin des banques, qui sont généralement implantées en milieu urbain, et que les prêts ne leur sont octroyés qu'à des taux et des conditions défavorables. Entrepreneur, il s'est intéressé tout particulièrement à l'approche des institutions coopératives financières (COOPEC) pour les jeunes, qui sont détenues, gérées et exploitées au bénéfice de la communauté locale. Ces institutions sont très actives en Ouganda, puisqu'environ un habitant sur deux en est membre. Ensibuuko a commencé à coopérer avec les COOPEC après avoir remporté le premier AgriHack du CTA, en 2013. Il les a aidées à atteindre de nouveaux clients, en particulier des jeunes, à l'aide des TIC. Les services offerts par Ensibuuko aux COOPEC les ont aidées à remédier au manque d'efficacité et aux difficultés liées à leur comptabilité exclusivement papier, à leur incapacité à gérer



Maness Ngoma Nkhata

les données et les informations, aux systèmes de traitement manuel et au manque de sécurité qui en faisait un modèle à haut risque difficilement reproductible. Ensibuuko a conçu pour les COOPEC le logiciel de microfinance MOBIS. Ce logiciel, qui tourne dans le cloud, permet l'utilisation et la gestion des services à partir d'un système central et non pas fragmenté. Il offre aussi des services monétaires et bancaires mobiles grâce à des partenariats conclus avec les principaux fournisseurs de réseau du pays. MOBIS fonctionne sur des téléphones portables basiques grâce au logiciel USSD. Les agriculteurs peuvent ainsi utiliser ces services bancaires plus rapidement, plus efficacement et à moindre coût, tandis que les COOPEC peuvent innover en permanence grâce à l'accès aux données. Ensibuuko sert 72 institutions ougandaises comptant au total plus de 6 000 membres, et améliore l'efficacité de leur fonctionnement. Il s'apprête par ailleurs à étendre son offre de services à la Zambie et au Malawi.

La séance de questions et réponses a permis d'examiner la possibilité de reproduire rapidement les approches efficaces et prometteuses, comme les services bancaires mobiles et l'incubation – en particulier la création de centres d'incubation en milieu rural – sur le tout le continent africain. Le panel a été invité à formuler des suggestions sur la façon d'impliquer les jeunes dans un plus grand nombre d'organismes décisionnels et dans les approches

d'apprentissage en masse ou de diffusion de l'information, ainsi que sur la façon d'améliorer l'accès des jeunes au financement, en-dehors des COOPEC et des institutions de microfinance. **Betty Wampfler** a fait remarquer que les centres SupAgro sont situés en milieu rural mais que malgré tout, l'accès des jeunes à l'information reste difficile et qu'il convient dès lors de développer de meilleures méthodes pour intégrer les centres dans les secteurs ruraux et faire en sorte que les informations soient plus facilement exploitables. **Peter Kuria Githinji** a suggéré qu'il fallait investir davantage dans la diffusion des approches à l'ensemble du continent africain. Il a insisté sur la nécessité de développer des méthodes plus efficaces pour intégrer les anciens et les nouveaux systèmes de connaissances et indiqué que les incubatrices pouvaient aussi aider les jeunes entrepreneurs à obtenir plus facilement un financement bancaire par le biais de la formation, du soutien, etc. **Gerald Otim** a expliqué que les technologies ont un potentiel élevé de diffusion à grande échelle et de réplique, mais que d'importantes ressources humaines et financières sont pour cela nécessaires. Investir dans l'agribusiness est par contre plus difficile car ces entreprises exigent plus de capitaux qu'une petite exploitation. Le développement de l'agribusiness exige donc la création de partenariats avec d'autres acteurs. En ce qui concerne le modèle des COOPEC, M. Otim a avancé que vu qu'elles reposent entièrement sur la

confiance, contrairement au modèle bancaire basé sur l'évitement et la gestion des risques, les COOPEC sont mieux placées pour aider les jeunes qui n'ont sinon pas accès aux services et au financement bancaires, et que les TIC améliorent encore leur capacité à aider les jeunes.

Leonard Mizzi a ainsi encouragé les acteurs des ACP à promouvoir et à organiser des débats au niveau local avec le gouvernement, et, au niveau régional, avec les grands acteurs du développement, en particulier pour coordonner leur engagement de façon à parvenir à des résultats. La CE a ici pour priorité de faciliter les interventions créatrices d'une valeur ajoutée pour l'agribusiness et d'autres domaines, notamment en raison du fait que les ressources de financement se raréfieront dans le futur.

Panel 2: Les succès et les opportunités que peuvent espérer les jeunes agriculteurs et agripreneurs.

Le second panel, présidé par **Leonard Mizzi**, a analysé les succès et les opportunités que peuvent espérer les jeunes agriculteurs et agripreneurs.

Maness Ngoma Nkhata de Lakeshore Agro-Processing Enterprise (LAPE) au Malawi, a rappelé que dans son pays, le chômage des jeunes frôle les 19 % et que 47 % des jeunes qui ont un



Bertrand Foffe

emploi travaillent dans le secteur de l'agriculture de subsistance. LAPE a vu le jour en 2007. Elle travaille en partenariat avec des agriculteurs des zones rurales selon un modèle d'entreprise reposant sur l'agriculture sous contrat. L'accent est mis sur des cultures de base comme le soja, le tournesol, les arachides et le manioc, qui sont valorisées grâce à un processus de transformation en produits destinés à la consommation humaine et animale. LAPE cible délibérément les femmes et les jeunes qui travaillent dans l'agriculture pour en faire des partenaires commerciaux à part entière. Ceux-ci bénéficient d'intrants, de services, de formations au titre du GAP, de services de vulgarisation, de ventes sous contrat, de services de transformation de leurs produits et d'un accès au marché. Pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, LAPE a mis en place des services d'incubation d'entreprises et mis à leur disposition des terres qu'elle a elle-même achetées. La réussite de l'entreprise vient du fait qu'elle travaille en coopération avec des communautés de production agricole existantes et qu'elle coopère avec un large éventail de parties prenantes, parmi lesquelles le ministère de l'agriculture, le ministère de l'égalité des chances, le ministère du commerce et des organisations sociales. Elle organise également des actions en direction des agriculteurs et veille à ce que ceux-ci reçoivent le financement et les intrants dont ils ont besoin. Le travail en partenariat avec des femmes et des jeunes travaillant dans le secteur de

l'agriculture est un processus *win-win* pour LAPE étant donné qu'ils affichent un taux de remboursement des crédits plus élevé, qu'ils sont généralement plus stables, travaillent dur et se montrent plus coopératifs lorsqu'il s'agit d'adopter de nouvelles technologies. LAPE est cependant confrontée à certaines difficultés, comme le contexte culturel malawite qui tend à sous-valoriser les femmes et les jeunes, et des limites en termes d'accès aux terres, capitaux et technologies, qui l'empêchent d'accroître réellement la production et qui ne lui permettent donc pas d'honorer de grosses commandes. LAPE espère y remédier en faisant l'acquisition d'un séchoir ultrarapide, en multipliant ses centres d'incubation et en mettant en place un fonds pour le développement des coopératives. Enfin, au titre du programme « Agripreneuriat des jeunes pour la création d'emploi » (*Youth Agri-Entrepreneurship for Job Creation*), LAPE entend inciter 10 000 jeunes agripreneurs à se lancer dans l'agriculture commerciale et la valorisation des produits agricoles et offrir à 10 000 autres des services d'incubation d'entreprise afin de créer davantage d'emplois rémunérateurs.

Bertrand Foffe est l'un des fondateurs de Jangolo Farm (www.jangolo.cm), une plateforme camerounaise de commerce en ligne qui bénéficie depuis 2016 du soutien du CTA, après s'être hissée parmi les finalistes de son concours Pitch Agri-Hack, organisé à Nairobi. Jangolo Farm est un projet mené par

de jeunes experts en TIC qui a pour objectif d'influencer positivement le développement au Cameroun en soutenant le secteur de l'agriculture, premier créateur d'emplois du pays. L'objectif des fondateurs était de montrer l'existence et la variété de produits locaux de qualité, dont l'approvisionnement peut être assuré durablement. Jangolo Farm est ainsi active sur deux fronts – le commerce en ligne et l'approvisionnement. Spécialisés dans l'informatique, ses fondateurs ont mis en œuvre une approche innovante, reposant sur l'utilisation des données existantes issues d'études et de recherches, mais également la collecte de données supplémentaires à l'aide d'une autre plateforme : www.farmers.cm. Garantir un approvisionnement fiable passe par une plus grande efficacité et la numérisation, ce qui, selon Bertrand Foffe, implique de pouvoir communiquer avec les agriculteurs/producteurs. Cette communication s'est faite dans un premier temps par téléphone. Dans un deuxième temps, les développeurs ont créé une appli pour permettre aux agriculteurs de suivre la production, et ce, dès l'instant où ils se décident quant aux cultures qu'ils produiront. L'appli permet aux agriculteurs de contrôler leurs dépenses et de s'informer en temps réel des prix de leurs produits sur les marchés. Jangolo Farm recueille ainsi des informations sur les produits disponibles auprès des agriculteurs – et à quel moment, à quel prix et en quelles quantités, ce qui lui permet de garantir un approvisionnement



Patrick Sakyi

régulier. L'efficacité s'en trouve améliorée car l'agriculteur peut se concentrer sur la production, tandis que les développeurs donnent la priorité à la commercialisation, à la distribution, et à la collecte et à l'échange d'informations. Le succès de cette plateforme s'explique par le fait qu'elle permet de comprendre le cycle de production et les exigences des agriculteurs, et donc de s'y adapter. Les produits de Jangolo Farm rencontrent de plus en plus de succès, aussi bien à l'échelon local qu'international, avec notamment une forte demande de la part de la diaspora camerounaise. Jangolo Farm propose ainsi déjà plus de 250 produits venant d'exploitations locales. Elle est cependant confrontée à des défis, par exemple la garantie de la qualité et des normes des produits. La prochaine étape consistera à aider les agriculteurs à avoir plus facilement accès au financement.

Le Ghanéen **Patrick Sakyi, expert en commerce mobile chez Farmerline**, a assuré la dernière présentation. Le Ghana affiche un taux impressionnant de pénétration de la téléphonie mobile – plus de 120 % – et sa couverture peu coûteuse et à grande échelle a véritablement transformé le pays. Des défis subsistent cependant, notamment un taux élevé d'analphabétisme dans les zones rurales et le soutien limité du secteur public en termes de services de vulgarisation. Un autre problème est l'absence de traçabilité et de transparence au niveau de la chaîne d'approvisionnement.

Farmerline s'est donnée pour mission de renforcer l'autonomie des entrepreneurs agricoles en leur fournissant des services et des informations et en les intégrant sur les marchés. L'entreprise utilise sa propre appli pour envoyer en masse des messages, par texto ou message vocal. Elle facilite également la numérisation de données clés sur les agriculteurs et la production, un « must » pour d'autres fournisseurs de services, comme les acheteurs et les organismes prêteurs. Enfin, Farmerline s'appuie sur un vaste réseau de formateurs et d'agents, ce qui lui permet d'atteindre en un an 150 communautés, et de leur offrir des services de soutien et des formations. Trois catégories d'informations critiques sont relayées via Farmerline – prévisions météorologiques, prix du marché et accompagnement GAP en coordination avec le ministère de l'agriculture – ces informations pouvant être personnalisées en termes de langue utilisée, d'accessibilité et de prix. Les catégories de données collectées varient, allant du profil des agriculteurs à la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, la cartographie, la certification, l'audit, etc. Ces données sont utilisées par les clients de Farmerline pour générer des rapports en temps réel, au bénéfice surtout des petits exploitants mais aussi des agribusiness, des organismes de développement et du gouvernement. Parmi les principales difficultés auxquelles Farmerline doit faire face, citons une couverture réseau

inégale dans les zones rurales, la concurrence pour le recrutement de spécialistes en TIC et l'absence d'accompagnement. Depuis sa création en 2013, Farmerline n'a cessé de se développer. Elle emploie aujourd'hui 22 personnes dans ses deux bureaux ghanéens (à Accra et Kumasi), et propose ses services à 200 000 agriculteurs de neuf pays africains, l'objectif étant d'atteindre le million d'ici à 2020. Un avantage majeur des TIC est leur potentiel de réplication à grande échelle ne nécessitant pas la présence physique de Farmerline dans chacun des nouveaux pays couverts. L'entreprise cherche à présent comment améliorer l'accès des agriculteurs au financement, à la valorisation agricole et à la production biologique, entre autres.

Les questions et réponses à la fin du second panel ont porté sur les liens avec le gouvernement et l'organisation d'agriculteurs, la satisfaction des clients, l'accès aux agriculteurs et l'offre de services à la diaspora. Des questions sur la propriété des données ont été posées aux orateurs, qui ont aussi été encouragés à étendre les possibilités commerciales aux échanges d'entreprises et aux échanges entre jeunes agripreneurs ou groupes d'agripreneurs de divers continents. Les participants leur ont aussi demandé comment les réseaux de recherche peuvent soutenir les jeunes agripreneurs, comment fonctionne l'initiative de soutien aux agriculteurs de LAPE et comment l'accès au financement est assuré.

Patrick Sakyi a expliqué que Farmerline protège les données des agriculteurs par le biais de protocoles d'accord soumis aux lois sur la protection des données. Il a également appelé la communauté des chercheurs à participer aux études d'impact à grande échelle. Enfin, il a déclaré espérer que Farmerline puisse bénéficier d'un soutien pour être présentée aux partenaires d'autres pays, afin de pouvoir s'étendre en fonction de leurs besoins. **Maness Ngoma Nkhata** a expliqué que LAPE entretenait des liens de qualité avec le gouvernement, et qu'elle coopérait avec lui pour offrir des services de vulgarisation. Elle a aussi expliqué que les agriculteurs versent environ 5 % de leurs revenus pour utiliser les terres de LAPE. **Bertrand Foffe** a quant à lui expliqué que Jangolo Farm mettait en œuvre différentes approches pour évaluer la satisfaction des consommateurs, par ex. des formulaires de satisfaction et des dégustations. Dans un premier temps, l'entreprise a utilisé les réseaux sociaux pour atteindre les agriculteurs, mais depuis, elle coopère surtout avec des coopératives pour se faire connaître auprès de leurs membres. Plus

récemment encore, elle a commencé à utiliser la base de données de l'institut agricole. Sa technologie est très facilement reproductible et totalement compatible avec différentes plateformes. **Bertrand Foffe** a aussi fait remarquer que si les données encodées dans le système de Jangolo Farm sont protégées et divulguées uniquement avec l'accord des producteurs (par ex. pour des demandes de services, par ex. un financement), Jangolo Farm pourrait encore bénéficier de la recherche et d'un développement de capacités sur les aspects juridiques relatifs à la protection des données. D'autres questions ont concerné la valorisation et la façon dont le modèle de Farmerline parvient à générer des bénéfices. Autre question clé, la raison pour laquelle les jeunes ne sont pas financés par les bailleurs ou les grandes institutions financières. **Maness Nkhata** a expliqué qu'elle n'avait aucun capital de départ mais qu'elle possédait des terres, ce qui lui a permis d'obtenir un prêt pour l'achat de terres supplémentaires, avec lesquelles elle a lancé LAPE. Toutefois, au Malawi, le grand problème vient du fait que les institutions financières ou les

bailleurs financent essentiellement des projets publics, et non des initiatives privées. **Patrick Sakyi** a expliqué le mode de financement de Farmerline – les cotisations des agriculteurs, le prêt en leasing de technologies et d'autres partenariats. **Bertrand Foffe** a encouragé les jeunes à trouver des pairs partageant les mêmes idées pour lancer des projets sur le terrain et concrétiser leurs rêves.

Leonard Mizzi a conclu le Briefing en relayant l'idée selon laquelle il est important d'aider les jeunes à réaliser leurs rêves. Il s'agit là d'un aspect intéressant à intégrer dans les recommandations du Briefing qui seront présentées au G20 afin qu'il initie des actions en faveur des jeunes. **Michael Hailu** a complété ces remarques finales en attirant l'attention sur le formidable potentiel des jeunes et des TIC. Il a d'ailleurs fait remarquer que certaines des plus grandes entreprises au monde misent également sur ces deux aspects. Il a terminé en remerciant les partenaires du Briefing – la PAFO et AgriCord – pour leur soutien aux jeunes agriculteurs et entrepreneurs.

Des informations plus détaillées sont accessibles en ligne :

- Briefings de Bruxelles : <https://bruxellesbriefings.net>
- Ressources sur les jeunes dans l'agribusiness : https://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2017/04/bb-49_ressources_youth-in-agribusiness.pdf
- Recommandations au G20 : https://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2017/06/ibo_g20_youth_in_agribusiness_brief.pdf
- Rapport préparé par Lebo Mofolo, Junior Programme Associate (Policy Briefs) et Isolina Boto, directrice du Bureau du CTA à Bruxelles.